



VIVRE ET NON SURVIVRE

À l'occasion de différents déplacements la semaine dernière en Haute-Saône, en Seine-Maritime ou encore dans l'Hérault, nombreux sont les camarades qui ont réaffirmé leur exigence de services publics de qualité, au plus près des territoires, notamment dans la santé. On nous dit que la santé, c'est l'affaire de tous. Mais partout le même constat est fait sur la vision comptable de la santé publique, partagée par les responsables politiques. Partout, les agents hospitaliers dénoncent les nouvelles économies budgétaires prévues sur les établissements alors que l'hôpital public est déjà dans une situation plus qu'inquiétante.

Cette logique purement comptable n'est pas cohérente avec l'objectif de santé publique et de qualité des soins. Les moyens diminuent, on éloigne le médecin du terrain.

On se dirige vers des fermetures de lits et de services. Nous ne cessons de le répéter : il faut cesser cette politique de rentabilité des hôpitaux : la santé a un coût mais elle n'a pas de prix. Et elle fait payer par les agents hospitaliers le déficit qu'elle a elle-même créé et dégradé, avec pour conséquence de détériorer encore un peu plus les conditions de travail, ce qui impacte en premier lieu les patients et la qualité des soins. Au quotidien, on recense de plus en plus de démissions et d'abandons de poste. Partout, FO revendique de vrais salaires qui permettent de vivre et non de survivre, dans le public comme dans le privé, de vraies évolutions de carrière et des moyens.

Cette logique se double de difficultés toujours plus grandes pour se loger. Le manque de logements disponibles et abordables va de pair avec le manque d'attractivité, notamment salariale, de nombreux métiers de la fonction publique. Certains renoncent même au bénéfice du concours quand ils sont affectés dans des régions où il n'est plus

possible de se loger. Les salariés du privé sont confrontés aux mêmes difficultés. La réponse doit évidemment être de nature interprofessionnelle, c'est pourquoi la confédération est particulièrement attentive à ce dossier. Mais elle dénonce les pistes envisagées par le gouvernement : décentralisation de la politique du logement, intégration des logements intermédiaires aux quotas de logements sociaux, nouvelle ponction sur Action Logement. FO exige des investissements massifs et la mise en place d'une véritable politique de relance de la construction de logements.

**FO revendique
de vrais salaires qui
permettent de vivre
et non de survivre**

Au-delà, nous ne pouvons que nous inquiéter pour le paritarisme de gestion qui prévaut à Action Logement. À chaque fois que l'État a besoin d'argent, il se tourne du côté des organismes paritaires, qui en ont parce qu'ils sont bien gérés! Malgré le décalage entre les discours qui se garga-

risent de dialogue social, et les actes d'un gouvernement qui entend reprendre la main ou faire les poches du paritarisme, nous continuons à le porter et à le faire vivre.

Faire vivre ou survivre le paritarisme aussi du côté de la négociation interprofessionnelle. Faute d'accord sur les seniors, rejeté par l'ensemble des organisations syndicales, confrontées à une lettre de cadrage serrée, nous avons rappelé que pour négocier il faut être deux et non trois! Le gouvernement entend désormais reprendre la main et, au passage, il prend prétexte de cette situation pour enterrer la convention sur l'Assurance chômage signée en novembre dernier. Il a désormais les mains libres pour décider seul des nouvelles règles d'indemnisation. De toute évidence, elles seront encore plus dures pour les travailleurs privés d'emploi, notamment les plus précaires. Aujourd'hui déjà, plus de la moitié des chômeurs ne sont pas indemnisés. FO interviendra auprès de l'exécutif pour porter ses revendications et préserver les droits des demandeurs d'emploi.

Retrouvez l'actualité de Force Ouvrière sur Internet : www.force-ouvriere.fr